



Danger! Mines

Leur vie est mise en danger à chacun des pas qu'ils font pour déminer le pays où il y a le plus de mines dans le monde. Par le soutien qu'il apporte à l'information sur les mines, par l'établissement de cartes représentant l'emplacement des mines et par l'enlèvement de ces engins qui sont une menace pour la vie, l'intégrité physique et le gagne-pain, le Canada remplit un rôle important dans le déminage de l'Afghanistan. À l'échelle mondiale, le Canada s'emploie aussi activement à promouvoir la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, dite Convention d'Ottawa.

Espoirs muets

Le hall d'entrée de cette école est silencieux, même s'il s'y trouve des étudiants de tous âges. Parmi ces 40 étudiants, 30 ont une déficience auditive et 10 sont des orphelins. Dans l'Afghanistan dévasté par la guerre, ces garçons et filles sont parmi les personnes les plus vulnérables. Ils essaient d'améliorer leurs perspectives d'avenir en dépit des obstacles qui se dressent devant eux. À la fin d'un stage de formation de dix mois en menuiserie offert par la Fondation afghane pour les personnes ayant une déficience auditive — projet financé par l'ACDI — ils trouveront certainement des emplois. Au moyen du langage des signes, qu'ils apprennent aussi, ces enfants vont pouvoir établir un lien entre les personnes souffrant d'une déficience auditive et le reste de la collectivité.

La joie d'avoir une source sûre d'eau potable

Vous seriez vous aussi souriant si un nouveau puits et une pompe manuelle étaient installés dans votre voisinage après des années sans accès à une source sûre d'eau potable. Il est difficile de se représenter l'eau propre comme un luxe, mais 77 p. 100 de la population de l'Afghanistan doit s'en passer. L'amélioration de la qualité de l'eau contribue à rendre meilleure la santé publique. L'ACDI aide la Rehabilitation Organization of Afghanistan à creuser des puits et à installer des pompes manuelles dans la partie rurale de Kaboul et à offrir de l'eau propre à plus de 5 000 familles de la région.

monde, dans des régions comme les Balkans, le Rwanda et la Somalie. On a rapidement constitué une équipe spéciale, dont les activités étaient coordonnées étroitement avec celles du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, du ministère de la Défense nationale et d'autres partenaires clés.

Premièrement, de l'aide humanitaire a été fournie pour nourrir et vêtir les Afghans. Même aujourd'hui, quelque 6 millions d'Afghans ont encore besoin d'aide alimentaire. La crise est donc loin d'être terminée.

Ensuite est venue la reconstruction de base. La tâche énorme de déminer a été accélérée, avec un appui considérable du Canada. De nombreuses routes ont été reconstruites et des réseaux d'aqueduc réparés. Jusqu'ici ces tâches et d'autres se révèlent être des défis à long terme dans une région encore tourmentée par la violence et l'incertitude.

Pour aider à construire une société où la loi et l'ordre peuvent prendre racine, l'ACDI a investi quelque 18 millions de dollars — en collaboration avec des partenaires comme la Gendarmerie royale du Canada, Élections Canada, Justice Canada, diverses ONG et, plus particulièrement, les Afghans eux-mêmes — pour nourrir les semences d'une tradition démocratique. Il se peut que ces semences portent fruit lors des élections qui devraient se tenir au milieu de 2004.

Parce que les représentants élus ont besoin d'une fonction publique professionnelle pour que l'État puisse bien fonctionner, 58,5 millions de dollars ont été fournis pour le budget

d'exploitation du gouvernement provisoire. Un certain nombre de Canadiens d'origine afghane sont retournés dans ce pays pour travailler dans le gouvernement provisoire, afin d'aider à établir des pratiques et normes modernes.

Globalement, le Canada a versé 300 millions de dollars d'aide humanitaire et au développement à l'Afghanistan depuis 1990 et il fournira une somme additionnelle de 250 millions de dollars au cours des deux prochaines années. Les programmes financés par les Canadiens sont réalisés dans un milieu où il y a beaucoup de risques et la route vers la démocratie n'est ni droite ni facile. Les ennemis et les difficultés sont réels. Le succès n'est pas assuré.

Le Canada ne contribue pas à la reconstruction de l'Afghanistan seulement en versant de l'argent ou en donnant des conseils : les hommes et les femmes qui travaillent pour l'ACDI et d'autres organismes canadiens, onusiens, non gouvernementaux et locaux courent un grand risque. Mais le risque de l'inaction est plus grand encore. ♣

Pour plus de renseignements sur les Canadiens qui contribuent à un monde meilleur par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international et sur les programmes de développement en Afghanistan : www.acdi-cida.gc.ca